

**VIOLENCES POLICIÈRES,
RACISME SYSTÉMIQUE,
ISLAMOPHOBIE**



ÇA SUFFIT!

**LE 23 SEPTEMBRE,
TOUTES ET TOUS
DANS LA RUE**

ZOOM

**Non à la loi Darmanin.
À bas le consensus
raciste!**

Page 3

INTERNATIONAL

**Afrique du Nord. Libye,
un enchaînement de
catastrophes**

Page 4

ARGUMENTS

**Éducation nationale.
Travailler plus
pour gagner moins:
c'est non!**

Page 5

CHAMP LIBRE

**Entretien avec Omar
Slaouti de la Coordination
nationale contre les
violences policières**

Page 8

Édito

L'Europe forteresse tue et l'extrême droite s'en délecte!

Par THOMAS RID

Ces derniers jours, l'île de Lampedusa, en Italie, a vu arriver en quelques heures des milliers de réfugiés venus notamment de Libye après les inondations qui viennent de ravager ce pays. Au lieu d'aider l'Italie et la petite île de Lampedusa à faire face, la seule réponse des gouvernements européens reste l'égoïsme et la guerre. Ainsi, Darmanin avait annoncé dès la semaine dernière qu'il augmenterait les moyens de la police à la frontière franco-italienne. Le 18 septembre, en visite à Rome, il a déclaré vouloir « protéger les frontières extérieures de l'Union européenne ». Depuis des années, l'Union européenne dépense des milliards d'euros, à la fois dans l'opération militaire Frontex, directement responsable de centaines de naufrages, mais aussi pour encourager le gouvernement raciste de Tunisie et les pouvoirs miliciens libyens à chasser les réfugiés, quitte à les couler au large des côtes ou à les déporter dans le désert. C'est donc bien une guerre que l'Europe mène contre des populations civiles qui fuient les conflits, les catastrophes climatiques et la misère. Pour la seule année 2023, on compte déjà plus de 2000 mortEs en Méditerranée. Et nos gouvernements ne sont pas en reste. Ainsi rien qu'en France depuis 1996, le droit des étrangers a été réformé 18 fois et bientôt 19, avec la nouvelle loi Darmanin en préparation. À chaque fois, il s'agit de durcir les conditions d'accueil et de vie des immigrés en France, de faire de leur vie un enfer ; de bafouer chaque jour un peu plus les principes du droit international et des droits humains. À chaque fois, ces lois renforcent le caractère systémique du racisme et du traitement colonial qui frappent les migrantEs et les populations qui leur sont associées. À chaque fois, l'extrême droite sort renforcée, son programme étant chaque jour un peu plus mis en œuvre. Le racisme, la peur et l'égoïsme, qui sont ses vrais fonds de commerce, sont chaque jour un peu plus institutionnalisés. Darmanin ne fait pas exception et suit le chemin de ses prédécesseurs Valls et Sarkozy, pour la plus grande satisfaction de Le Pen. Pourtant, l'Europe, deuxième puissance économique du monde, a largement les moyens d'une vraie politique européenne de l'accueil à long terme, inconditionnel, solidaire et partagé. Ce programme indispensable, nous le porterons lors des prochaines élections européennes.

Bien dit

Ce capitalisme se radicalise. Du coup, la démocratie devient presque un peu un gêne, un problème. Donc, pour ça c'est nécessaire d'humilier, d'écraser le peuple

MONIQUE PINÇON-CHARLOT,

Quartier général-le média libre, 18 septembre 2023

À la Une

NON AUX VIOLENCES POLICIÈRES, AU RACISME ET À L'ISLAMOPHOBIE! Le 23 septembre, toutes et tous dans la rue!

La mort de Nahel Merzouk est venue s'ajouter à la trop longue liste des crimes policiers. Combien de vies brisées par une justice expéditive pour des délits mineurs, voire pas de délit du tout? Comme pour les plus de 1000 personnes condamnées à une peine d'emprisonnement après les révoltes ayant suivi la mort de Nahel.

D'arrière ces morts, combien d'humiliations et de violences policières quotidiennes subies par la jeunesse racisée des quartiers populaires? Et si Darmanin s'étouffe à ces simples mots, l'air ne lui manque sûrement pas encore assez. C'est d'une véritable violence d'État qu'il s'agit, violence permise par un racisme systémique qu'il est urgent de combattre.

Police raciste, continuité du colonialisme
L'étendue du racisme dans la police ne fait aujourd'hui aucun doute : on estime que 70 % des policiers en activité votent pour le RN, et la rhétorique raciste imprègne les interactions avec la population et les déclarations officielles des syndicats majoritaires. Un communiqué commun d'Alliance et d'Unsa Police félicitaient fin juin leurs « collègues qui ont ouvert le feu sur un jeune criminel de 17 ans » et décrivaient la jeunesse des quartiers comme des « nuisibles » et des « hordes sauvages »... Cette institution a vocation à maintenir l'ordre social et voit son poids accru en cas de crise politique. Elle encourage et protège toujours le racisme et les violences qu'elle commet. Cette impunité policière est rendue possible par le racisme qui imprègne l'ensemble de la société française et ses institutions, conduisant à une dégradation matérielle et symbolique d'une partie de la population et légitimant le meurtre d'un jeune de 17 ans.



Cette milice intervient également dans les quartiers périphériques des colonies françaises comme lors de l'opération Wuambushu à Mayotte. L'intervention de la police se fait la continuité d'une longue tradition de gestion coloniale et raciste qui a fait ses armes en Algérie, en Kanaky et maintenant à Mayotte. Ces mêmes policiers viendront aussi recycler leurs méthodes en métropole dans les quartiers.

Solidarité internationale
Nous serons aussi en solidarité internationale avec les migrantEs

qui subissent la « gestion » des frontières par la police. Gestion externalisée aux points de passage — Tunisie, Libye — mais aussi non-gestion criminelle en mer Méditerranée pour terminer par une « politique de l'accueil » qui déshumanise les personnes migrantes et qui crée un contrôle raciste de ces populations.

Désarmons la police
Il est donc urgent d'enlever à la police ses moyens de nuire et de prendre à bras-le-corps la lutte contre le racisme systémique. Nous serons le 23 septembre

dans la rue contre « la répression des contestations sociales démocratiques et écologiques, pour la fin du racisme systématique, des violences policières, et pour la justice sociale climatique, féministe et les libertés publiques ». Nous demandons le désarmement de la police au contact de la population, l'amnistie pour les personnes interpellées lors des révoltes, et affirmons notre solidarité avec ceux qui subissent les mesures racistes de ce gouvernement, au premier rang desquelles les musulmanes discriminées pour leurs tenues.

Racisme et islamophobie, ça suffit!

Le 3 décembre 1983, plus de 100 000 personnes manifestaient à Paris pour accueillir la Marche pour l'égalité et contre le racisme. Elles revendiquaient notamment une carte de séjour et de travail valable pour dix ans, une loi contre les crimes racistes et le vote des étrangers aux élections locales.

Quarante ans après s'affirme un vaste mouvement anti-raciste politique qui refuse le racisme comme l'islamophobie. L'interdiction de l'abaya et du qamis participe de l'escalade, en postant la police aux entrées des lycées et des collèges pour y discriminer les élèves racisés et musulmanEs.

Le 23 septembre, nous serons dans la rue pour affirmer notre solidarité avec les racisés et le soutien aux musulmanEs!

Edouard Soulier



Acturama

La fête de l'Huma 2023 a cédé à la société du spectacle! Édouard Philippe et Fabien Roussel sur une même affiche pour que l'un soigne son image de présidentiable, et l'autre sa prétendue image d'« homme de droite préféré des gens de gauche », c'est sans nous! La politique fiction de 2027 n'aura pas raison des œuvres d'Édouard Philippe: la fin du service public de la SNCF en 2018, c'est lui!; les Gilets jaunes mutilés, c'est lui! C'est vraiment sans nous!

PHOTO THÈQUE ROUGE/MARTIN NODA/HANS LUCAS

NON À LA LOI DARMANIN**À bas le consensus raciste!**

La loi scélérate « asile et immigration », contre laquelle des milliers de manifestantEs se sont mobiliséEs ces derniers mois, revient sur le devant de la scène. Une actualité d'autant plus brûlante avec la tragédie humaine de Lampedusa sur fond de catastrophes humanitaires qui ont touché le Maroc et la Libye.

La seule réponse des gouvernements européens : l'égoïsme et la guerre, quand ce ne sont pas des appels à laisser mourir des dizaines de milliers de migrantEs ! Macron maintient son cap : démontrer à l'électorat des Le Pen, Zemmour et autres Ciotti que sa politique est la plus efficace dans la lutte contre l'immigration. L'objectif déclaré de Darmanin : rendre la vie impossible aux sans-papiers, une réalité qu'ils vivent depuis plusieurs années mais que la nouvelle loi devrait encore aggraver.

L'extrême droite fait pression

La surenchère et le marchandage sordide sont brandis par les réactionnaires de tout poil pour aggraver la situation des sans-papiers. La demande insistante d'un référendum sur l'immigration en fait partie. Une demande que Macron se dit prêt à envisager — même s'il faut changer la Constitution. Une décision qui soufflerait sur les braises de la haine raciste, favorisant à nouveau les extrêmes droites, avec y compris le danger d'actes pogromistes ! La droite et

l'extrême droite parlementaires ont engagé un bras de fer avec Macron sur l'obtention possible — sous conditions drastiques : trois ans de présence en France, validité limitée à un an, dans certaines zones, etc. — d'un « titre de séjour pour les métiers en tension ». Si le gouvernement a inséré ce volet à sa loi — tout en excluant la possibilité de régularisation pour les autres travailleurEs immigréEs — c'est pour répondre aux demandes pressantes d'une partie du patronat face à la pénurie de main-d'œuvre dans certains secteurs et en recherche d'une armée de réserve bon marché. En bref, importer une main-d'œuvre corvéable et jetable en fonction des besoins du marché et du bon vouloir des patrons. Tout à fait dans la tradition de l'impérialisme français !

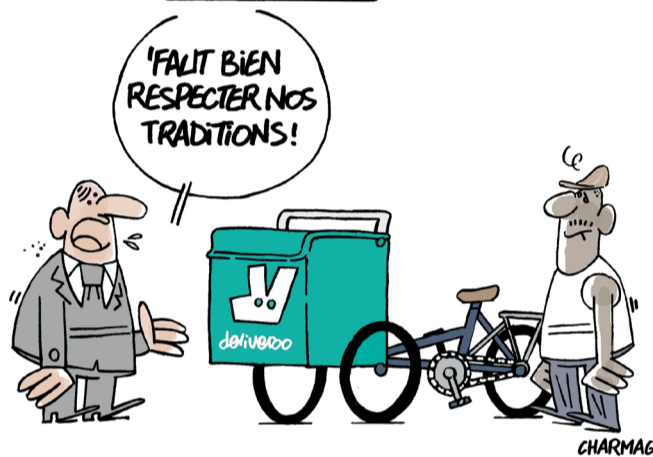
La gauche qui s'adapte au patronat et au consensus raciste

Plusieurs parlementaires du PS, d'ÉELV et du PCF (avec évidemment Roussel en tête !) ont décidé de voler au secours du gouvernement en signant — avec des députéEs macronistes —

une tribune (*Libération*, 11 septembre) en soutien acritique à la loi Darmanin à condition qu'elle ait ce volet, sous prétexte d'« humanisme » ! En vérité, un réformisme adaptant sa politique aux besoins du patronat et alimentant le consensus raciste. Soutenir la seule régularisation dans les « métiers en tension », c'est véhiculer l'idée foncièrement raciste parmi les travailleurE françaisEs que ce qui est inacceptable pour iels est par contre acceptable

pour leurs camarades immigréEs, qu'il est normal que, de par leur origine, ces dernierEs constituent un sous-prolétariat, surexploité, permettant ainsi aux prolétaires bien français d'occuper des emplois mieux payés, moins pénibles et dévalorisants. Contre cette division de notre classe, nous réaffirmons : Régularisation de touTEs les sans-papiers ! Égalité des droits pour touTEs ! Abrogation de toutes les lois racistes !

Josie Boucher

LA MACRONIE RASSURE LA DROITE**USA Grève pour la première fois dans les trois plus grandes entreprises de l'automobile**

Le syndicat *United Auto Workers (UAW)*, dont les 450 000 membres travaillent principalement dans les usines de fabrication et de pièces détachées, a, pour la première fois de son histoire, déclenché une grève dans les trois plus grandes entreprises américaines, Ford, General Motors et Stellantis (Chrysler et Jeep).

Le syndicat réclame une augmentation de salaire de 40 % sur quatre ans, le rétablissement des prestations de retraite, des soins de santé pour les retraitéEs, des indemnités de vie chère, davantage de congés payés, une plus grande participation aux bénéfices, une semaine de travail de 32 heures et la fin des heures supplémentaires forcées. Il souhaite en particulier mettre fin aux échelons et au « travail temporaire », qui peut durer des années et ne donne droit à aucun avantage. L'UAW cherche également à garantir la sécurité de l'emploi des travailleurEs au moment où l'industrie effectue la transition vers les véhicules électriques. La stratégie du syndicat consiste à ne débrayer que dans certaines usines. Il a commencé par faire grève dans 3 des 54 usines, une par entreprise, qui produisent des camions très rentables. Le président du syndicat, Shawn Fain, a déclaré peu avant la grève : « Les trois grands peuvent se permettre de nous donner immédiatement notre juste part ; s'ils choisissent de ne pas le faire, ils sont responsables de la grève ».

« Une bataille de la classe ouvrière contre les riches »

M. Fain, âgé de 54 ans et électricien syndiqué depuis 29 ans, a été responsable syndical pendant vingt ans, en tant que membre du comité des métiers spécialisés et président d'atelier dans une usine Stellantis, puis pendant dix ans en tant que représentant

international de l'UAW. Il a été soutenu par *Unité All Workers for Democracy*, une liste réformatrice, et a remporté la présidence au début de l'année avec seulement 500 voix d'avance. Il reproche à l'ancienne direction corrompue de l'UAW, composée de syndicats d'entreprise, d'avoir fait des concessions sur les salaires, les pensions et le coût de la vie. M. Fain, qui commence chaque journée en lisant la Bible et en priant, a lancé la grève en citant plusieurs fois les Évangiles et a appelé ses membres à avoir foi en eux-mêmes. « Je vous le dis, je suis en paix avec la décision de faire grève s'il le faut parce que je sais que nous sommes du bon côté dans cette bataille, parce que c'est une bataille de la classe ouvrière contre les riches, des nantis contre les pauvres, de la classe des milliardaires contre tous les autres ». Les sondages montrent que 75 % des Américains soutiennent les grévistes de l'UAW. Le président Joseph Biden et le sénateur Bernie Sanders ont tous deux fait part de leur soutien.

Pour des avancées et l'avenir du syndicat

Les membres de l'UAW font grève pour défendre leur syndicat et son avenir. Des années 1940 aux années 1970, l'UAW représentait la majorité des travailleurEs de l'industrie automobile. Pendant ces années, sous la direction de Walter Reuther, un social-démocrate, il était le fleuron du mouvement syndical américain, atteignant 1,5 million de membres en 1979.

Des années 1970 aux années 2000, il a perdu sa domination sur le secteur, car des entreprises étrangères — Volkswagen, Toyota, Hyundai et d'autres — ont établi des usines aux États-Unis qui ont résisté avec succès à la syndicalisation. Aujourd'hui, celles-ci fabriquent la moitié des voitures produites aux États-Unis, et aucune ne comporte de syndicats. Dans le même temps, les dirigeants syndicaux ont conclu des accords de partenariat avec les entreprises et sont devenus corrompus, volant le syndicat. Aujourd'hui, le défi consiste à passer des moteurs à combustion interne aux véhicules électriques (VE). Les usines de VE nécessitent moins de main-d'œuvre, et presque toutes les batteries utilisées dans les VE sont produites dans des usines sans syndicat. Dans l'entreprise Tesla d'Elon Musk il n'y a pas de syndicat. Cette grève est donc importante non seulement pour obtenir gain de cause pour les membres actifs et retraités, mais aussi pour démontrer la volonté et la capacité du syndicat à se battre pour son avenir.

Dan La Botz (traduction de la rédaction)

À lire sur le site

Aux États-Unis, une grève qui jette un pont avec les années 1930,
par Jean-Claude Vessillier



Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur

l'Anticapitaliste.org

No comment

Il ne s'agit évidemment pas de travail gratuit, ni de bénévolat obligatoire

OLIVIER DUSSOPT, à propos du contrat d'engagement des demandeurEs d'emploi. Audition du projet de loi « pour le plein emploi » par la commission des Affaires sociales de l'Assemblée, 18 septembre

Agenda

Samedi 23 septembre, marches contre les violences policières, contre le racisme systémique, pour les libertés publiques. À Paris, manifestation départ Gare du Nord à 14h30.

Jeudi 28 septembre, journée de mobilisation pour le droit à l'avortement.

Samedi 30 septembre, manifestation pour le logement. Lire page 6.

Mardi 10 octobre, meeting du NPA avec Christine Poupin et Olivier Besancenot, Lyon. À 19h30, au Palais de la Mutualité, 1 place Jutard (métro Guillotière).

Vendredi 13 octobre, journée de mobilisation intersyndicale contre l'austérité, pour les salaires et l'égalité femmes-hommes.

Samedi 21 octobre, manifestation pour la libération de Georges Abdallah, Lannemezan (65). À 14h, de la gare à la prison où il est détenu.

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
redaction@npa2009.org

Diffusion :
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500 € (durée 60 ans).

Tirage :
6500 exemplaires

Directeur de publication :
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction :
Fabienne Brifault

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 21
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

AFRIQUE DE L'OUEST

Nouvelles tensions au Mali

Le départ de la Minusma met à mal le statu quo entre autorités maliennes et groupes indépendantistes dans le nord du pays sur fond d'une possible reconfiguration des différents groupes armés.

Les tensions entre la junte et la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA) s'exacerbent. L'enjeu est qui des deux occupera les bases militaires du nord du pays après le départ de la Minusma (Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali) consécutive à la demande expresse des putschistes.



Rokia Doumbia, l'influenceuse qui fustige l'inflation. FACEBOOK

L'occupation des bases militaires

Des incidents ont déjà éclaté à Ber près de Tombouctou. À Anéfis, les forces armées maliennes ont bombardé un camp de la CMA. Dernièrement, c'est à Bourem, sur l'axe menant aux principales villes du nord du Mali, qu'une violente altercation s'est produite faisant plusieurs morts dans chaque camp.

Si l'accord de paix signé entre les autorités maliennes et les indépendantistes du nord du Mali à Alger en 2015 n'a jamais été réellement respecté, l'arrivée au pouvoir des putschistes a dégradé une confiance bien précaire. La CMA s'est positionnée contre l'adoption de la nouvelle Constitution qui tournerait le dos aux accords d'Alger en favorisant une plus grande centralisation du pays. Quant à la junte, faute d'améliorer la situation sécuritaire du pays, elle tente de s'affirmer vis-à-vis de la CMA. D'autant qu'elle fait de la question de la souveraineté nationale le point cardinal de son discours politique. La CMA n'est nullement disposée à laisser installer les forces armées maliennes et leurs supplétifs de Wagner dans le nord du pays qui reste sous son contrôle. Ce qui lui permet de maintenir un rapport de force et garder le contrôle les échanges commerciaux légaux ou non.

Une nouvelle alliance ?

La situation ne peut que s'aggraver. Les colonels tentent de régler les problèmes tant avec les indépendantistes que les islamistes, uniquement par la voie militaire. Cette fuite en avant détériore aussi la vie démocratique du pays. La moindre critique à l'égard du pouvoir est réprimée. Ainsi Rokia Doumbia, connue dans sa lutte contre l'inflation, est emprisonnée pour ses critiques acerbes sur les autorités. Avant, les nombreux différends entre putschistes et CMA étaient aplanis par la médiation des responsables de la Minusma. Avec son départ programmé, le dialogue est rompu, et chacun accumule hommes et armes et se prépare à une confrontation armée jugée inévitable.

Du côté des djihadistes, le modus vivendi entre le Groupement de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM) affilié à Al-Qaïda et les membres de l'État islamique, est terminé. Le GSIM est bien décidé à stopper leur avancée. Ainsi Iyad Ag Ghali, le leader du GSIM, a rencontré les principaux dirigeants touaregs et d'autres personnalités communautaires pour leur proposer un front commun. Une telle alliance contre l'État islamique pourrait fort bien se prolonger aussi contre le gouvernement de Bamako.

Cette éventuelle reconfiguration des forces en présence mettrait en grande difficulté les putschistes qui ne cessent de subir des revers militaires.

Paul Martial

Il ne s'agit en rien d'une catastrophe naturelle mais d'un ouragan dont la violence s'est trouvée décuplée par le réchauffement des eaux de la Méditerranée. Des pluies torrentielles se sont abattues sur Benghazi, Shahhat, Al Marj, El Beïda et Sousse, entre autres.

Des barrages non entretenus

La densité des précipitations a entraîné l'effondrement des barrages de Sidi Boumandour et de Al-Bilad, situés sur le ouadi Derna, en amont de la ville, datant de l'ère Kadhafi, et conçus dans les années 1970 par une société yougoslave², non entretenus depuis une vingtaine d'années et fissurés dès 1998. Une alerte sérieuse avait pourtant été lancée en 2022 par Abdel-Wanis Achour, un universitaire de El Beïda, en conclusion d'une étude documentée sur les barrages du ouadi Derna : « Les responsables doivent prendre des mesures immédiates pour effectuer l'entretien périodique des barrages existants, car en cas de grande inondation, les conséquences seront catastrophiques pour les habitants, riverains du fleuve ou citadins », disait-il avant de préciser qu'il faudra « trouver un moyen d'augmenter la couverture végétale pour lutter contre la désertification » et « alerter les habitants vivant en bordure du fleuve sur les dangers encourus et sur les mesures de sécurité à prendre ».

Torrents de boue et risques sanitaires

Les conséquences de cet ouragan annoncé n'ont pas été anticipées comme il se doit par des services météo ou de protection civile, qui auraient dû procéder à l'évacuation des populations, dans une éthique de précaution. Et ce qui aurait dû être une « inondation » (comme dans la plaine de Thessalonique en Grèce), est devenu un déferlement de boue de plusieurs mètres de hauteur,

AFRIQUE DU NORD

Libye, un enchaînement de catastrophes

L'hécatombe libyenne due à un ouragan méditerranéen, dit « Daniel » ou encore « medicane »¹, demandera des semaines pour être chiffrée, en nombre de morts et disparus, probablement des dizaines de milliers auxquels s'ajoutent déjà un million de déplacés.



DR

emportant à Derna (100 000 habitants) le quart de la ville dans la mer, les quartiers précaires cédant les premiers.

Aux conséquences classiques de ce type de sinistre, manque d'eau potable et risque d'épidémie, se rajoutent désormais les difficultés d'accès aux sinistrés, en raison des ponts et des routes coupées, et l'existence de deux autorités en Libye. Les risques de contaminations sont décuplés car il est difficile et long de retrouver les cadavres dans la boue, et les housses pour les isoler font défaut. Enfin, au bout d'une décennie de combats, il y a un risque de contamination par des produits toxiques enfouis,

issus des munitions restées au sol depuis des années et libérées par la coulée de boue. Le nombre de déplacés risque de grimper car les populations riveraines des barrages vivent désormais dans la peur. Tour à tour, le maire de Toukra et le Croissant Rouge libyen ont mis en garde contre le danger que fait courir le barrage de Jaza aux populations s'il venait à céder à son tour. Une autre alerte a été lancée concernant le barrage du ouadi Al Qattara en amont de Benghazi.

Les populations de Libye, libyennes, soudanaises, égyptiennes ou autres, payent le prix fort de la contre-révolution

menée par le maréchal Haftar, plus soucieux d'accéder au pouvoir que du bien commun, et soutenu par l'Égypte, les Émirats arabes unis, la Russie, la France ou encore les milices Wagner. À celles et ceux qui fuient les désastres dus au dérèglement climatique, la seule réponse des gouvernements européens est la guerre.

Maria Puccini

1 – Un phénomène météorologique rare mais destructeur dont les scientifiques pensent qu'il va s'intensifier dans notre monde en réchauffement. C'est un mot-valise formé des mots « Méditerranée » et « hurricane » (ouragan en anglais).

2 – Wadi Derna | Libya – Hidrotehnika – Hidroenergetika a.d.

COMORES À Mayotte, l'État français ajoute à l'incurie

La vie des Mahorais se détériore de jour en jour. La pénurie d'eau vient amplifier les difficultés déjà énormes sur l'île, aggravées encore par l'opération Wuambushu qui continue jusqu'en décembre.

« La situation est rétablie », selon Darmanin pour qui « l'opération Wuambushu à ce jour a permis la démolition de 400 habitats, l'arrestation de 1327 individus plus ou moins suspects pour la police et la gendarmerie (!). Les violences physiques ont baissé de 21%. Le 7 septembre, 6 kwassas-kwassas ont été interceptés et 164 personnes placées en GAV. » Aujourd'hui le préfet annonce « 6 nouveaux décrets d'éradication de bidonvilles », soit la destruction de nouveaux bangas sans proposition de relogement. Pourrir la vie des migrantEs jusqu'à ce qu'ils partent d'eux-mêmes, ou bien ils seront expulsés, c'est la politique de ce gouvernement !

Après Wuambushu, des gendarmes devant les écoles

Pas d'argent pour du logement social. Mais pour le quadrillage militaire de l'île, il y en a ! Le préfet se réjouit de la présence pérenne de 7 compagnies de gendarmerie. L'une d'entre elles sera en stationnement permanent devant le lycée polyvalent G. Eiffel à Kahani, « cet escadron arrive avant le début des troubles pour protéger les élèves et les professeurs

et permettra de lutter contre l'immigration illégale, l'économie informelle et le travail au noir, menaçant la stabilité régionale » Accueil chaleureux garanti pour les 2400 lycéenEs ! En cette rentrée, d'après la Défense des droits, 15 000 enfants n'ont pas pu accéder à l'école !

La pénurie dramatique d'eau : incurie et corruption

La crise de l'eau n'est pas nouvelle, depuis 2016 l'administration a instauré des « tours d'eau ». Ainsi à Mamoudzou depuis deux ans les habitantEs étaient privéEs d'eau deux jours par semaine de 17 heures à 7 heures du matin. Depuis septembre, c'est pire, il y a une coupure d'eau chaque nuit. Dans les villages de brousse, les villageois n'ont de l'eau qu'1 jour sur 3. Pour raison sanitaire, il n'y a pas eu de rentrée scolaire dans certaines zones. Les technicienEs de la SMAE (Société mahoraise des Eaux) estiment que 40% de la production d'eau est perdue dans les fuites du réseau. Il n'y a ni entretien ni nouvel investissement. Une partie du budget pour l'eau est détournée, plusieurs élus ont été condamnés pour détournement de fonds publics ou prise illégale d'intérêts.

Le soulèvement des Mahorais

Les Mahorais les plus riches fuient vers la Réunion ou la métropole, ne restent de plus en plus que celles et ceux qui ne peuvent aller nulle part ailleurs. Devant tant d'injustice et de mépris, les habitantEs des quartiers s'organisent. Soutenus par la CFDT et la CGT, ils et elles sont descenduEs dans la rue en exigeant toute la lumière sur les détournements des fonds publics, ont annoncé le gel des paiements des factures d'eau tant que la distribution n'est pas pleinement rétablie. Ils exigent immédiatement deux bouteilles d'eau gratuite par jour et par famille et le déclenchement par l'État d'un plan ORSEC comme pour les catastrophes naturelles. Ils ont un besoin immense de notre solidarité et de notre soutien politique.

Roseline Vachetta

À lire sur le site



La rencontre **Poutine-Kim de Vostotchny**, par Pierre Rousset

ÉDUCATION NATIONALE TRAVAILLER PLUS POUR GAGNER MOINS: C'EST NON!

La question des salaires est une question centrale chez les personnelEs de l'éducation. Les promesses salariales du gouvernement n'ont pas été tenues. Même en prenant en compte les augmentations du point d'indice et les primes, le pouvoir d'achat des enseignantEs a plus reculé sous Macron que pendant les dix années précédentes. La précarité et la politique pédagogique sélective et sans moyen ont également augmenté. **Dossier réalisé par la commission nationale Éducation nationale**

L'échec du pacte

Encore une fois, Macron a menti. Il avait promis une augmentation des salaires de toutes les enseignantEs de 10% pour septembre 2023. Puis il s'est repris, pour annoncer une augmentation en moyenne de 10%. Mais les faits sont têtus. L'augmentation sera plutôt de 5,5% en moyenne au cours de l'année scolaire, alors que l'inflation en 2023 devrait être à 5,6% (et 5,8% pour l'année 2022).

Certes, le ministre de la Fonction publique met en place une prime inflation pour cette année (dégressive de 800 à 300 euros brut). Prévus pour la paie de septembre, elle n'arrivera qu'en octobre ou en novembre... Elle ne compense pas l'augmentation des prix et, à long terme, ne répond pas au déclassement. Entre 1980 et 2023, les salaires des enseignantEs en début de carrière sont passés de 2,2 fois le Smic à 1,1 fois le Smic à 1,1. Actuellement, le salaire des professeurEs des écoles et des certifiéEs est inférieur de 22% à 12% à celui des actifs du privé qui ont un diplôme de licence.

Entre 1980 et 2023, les salaires des enseignantEs en début de carrière sont passés de 2,2 fois le Smic à 1,1 fois le Smic à 1,1

moins dans le premier degré. Là où le gouvernement espérait 30% à la rentrée. Dans un collège sur deux, moins de 10% des pactes ont été signés.

Pour une échelle mobile des salaires

Au-delà de l'augmentation immédiate de 400 euros de tous les salaires, nous revendiquons une indexation des salaires sur l'inflation. De l'argent, il y en a : dans les cadeaux au patronat ! Il faudrait immédiatement rétablir le taux de 33% d'impôt sur les sociétés (soit celui de 2017, alors qu'il est actuellement de 25%). Voilà 10 milliards par an qui pourraient financer les services publics et notamment l'Éducation nationale. Avec cela, il serait possible d'embaucher largement dans l'Éducation (en ouvrant les places aux concours) pour faire diminuer les effectifs de classe et en finir avec les heures supplémentaires imposées aux personnelEs.

Dans un collège sur deux, moins de 10% des pactes signés

Le gouvernement persiste dans ses mensonges. Il a proposé un pacte avec les enseignantEs où les signataires s'engagent à travailler plus (heureusement contre une rémunération). Ce n'est pas une augmentation de salaire, mais une augmentation du taux d'exploitation ! Les personnelEs ne sont pas dupes. Le syndicat des chefs d'établissement (SNPDEN) annonce que nationalement 23% des « briques » du pacte ont été signées. Et c'est encore

Lutter contre la précarité dans l'Éducation nationale

Avec 20% de contractuelEs, la précarité s'est installée de manière durable dans l'Éducation nationale. Si l'embauche précaire a été inventée pour détruire le statut de fonctionnaire, c'est aujourd'hui la continuité du service public d'éducation qui est mise en danger.

« Qui aurait pu prévoir » qu'il manquerait en cette rentrée au moins unE enseignantE dans près d'un établissement sur deux, alors que 16% de places sont restées vacantes aux concours d'enseignantEs en 2023? Pas Gabriel Attal, qui affirmait qu'il y aurait unE enseignantE devant chaque classe. Le gouvernement a tout fait pour dégoûter les étudiantEs de devenir fonctionnaires enseignantEs : le nombre d'inscritEs aux concours est passé de 50 000 à 30 000 entre 2008 et 2020. C'est dans ce cadre que les embauches de contractuelEs se multiplient. Entre 2020 et 2021, le nombre de professeurEs des écoles contractuelEs a augmenté de 38%.



Entre 2020 et 2021, le nombre de professeurEs des écoles contractuelEs a augmenté de 38%

devenir des accompagnantEs de la réussite éducative (ARE) avec une augmentation des missions et du temps de travail. Alors qu'il faudrait créer un véritable statut de fonctionnaire pour ces personnelEs. Il faut mettre fin au mille-feuille des statuts et contrats, alors que les personnelEs font le même travail ! Nous revendiquons la titularisation immédiate de tous les personnelEs précaires. L'intersyndicale éducation (CGT, FO, FSU, SNALC, SNCL et Solidaires) appelle à une journée de grève le 3 octobre pour dénoncer les mesures contre les AESH et exiger un statut et des augmentations de salaires. Nous obtiendrons la fin de la précarité par nos luttes.

Des économies sur le dos des personnels

Contrairement aux fonctionnaires, les précaires risquent leur emploi en cas de refus des injonctions de leurs directions. Voilà un bon moyen de mettre la pression à tout le monde pour accepter les pires idées du gouvernement tout en faisant des économies. Les professeurEs des écoles ou certifiéEs gagnent en moyenne 2695 euros net par mois, les contractuelEs sont en moyenne à 2002 euros net. Et encore, c'est une moyenne qui masque les inégalités de genre (temps partiels imposé ou subi) et de niveaux d'enseignement (les heures supplémentaires sont impossibles dans les écoles). Ces collègues, parfois recrutés en un quart d'heure,

sont immédiatement mis devant les classes, sans formation. Si vous tenez six ans de multiples CDD sans discontinuité, alors vous aurez le privilège d'avoir un CDI... On ne compte plus les contractuelEs qui voient leurs contrats ne pas être renouvelés au bout de cinq ans, pour reprendre six mois plus tard (pendant ce temps ses élèves n'ont pas classe) et ainsi repartir à zéro.

Enfin, l'embauche de précaires, c'est aussi, pour l'institution, avoir des personnels non soumis aux règles collectives, notamment de mutation et d'affectation. Ce qui crée un déséquilibre dans les droits et une concurrence entre personnels en institutionnalisant une double entrée dans le métier : statutaire ou contractuelle. Et cela favorise bien sûr, la casse du statut.

Titularisation de toutes les précaires !

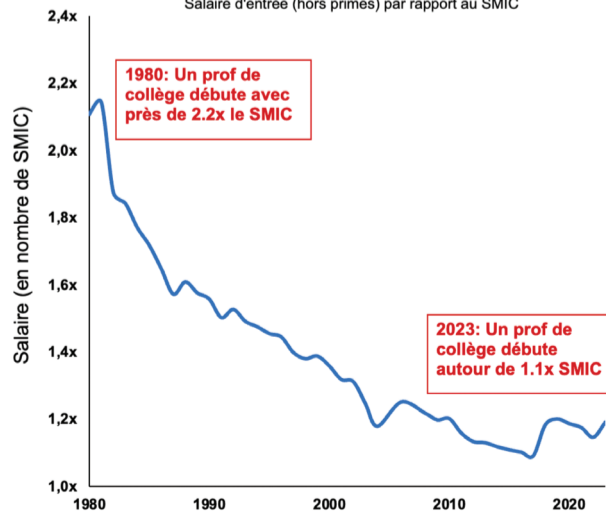
Les luttes des personnelEs accompagnant les élèves en situation de handicap (AESH) ont gagné la possibilité d'être en CDI après trois ans de CDD. Mais le gouvernement ne veut pas rester sur une défaite. Il propose la fusion des AESH avec les surveillantEs (AED), assistant d'éducation) pour

Le chiffre

50%

C'est le taux de personnelEs accompagnant les jeunes en situation de handicap (AESH) qui manque en Île-de-France, selon le SNPDEN (Syndicat national des personnels de direction de l'Éducation nationale). Autant dire que l'école va encore maltraiter des élèves cette année!

La chute du salaire des enseignants (1980-2023)
Salaire d'entrée (hors primes) par rapport au SMIC



Lecture: Le salaire d'entrée hors primes des professeurs certifiés (1er échelon) est passé de près de 2.2 fois le SMIC en 1980 à près de 1.1 fois le SMIC en 2023. Sources et séries: Lucas Chancel, voir lucaschancel.com/enseignants

L'éducation, ce n'est (pas) que du fondamental!

Si certaines des annonces d'Attal pourraient faire rire (l'interdiction des textes à trous), l'ensemble est plutôt inquiétant. Le nouveau ministre, dans la droite ligne de Blanquer, cherche à imposer un retour aux fondamentaux (mathématiques et français) et surtout une extension des évaluations nationales.

Attal prétend offrir les mêmes conditions scolaires au départ, niant les différences sociales dans le rapport à l'école; puis il orientera vers des filières courtes (ou en apprentissage) les jeunes qui auront raté leurs évaluations. On peut juger de leur caractère profondément inégalitaire socialement, par exemple, celle de français en

C'est parfois devant une tâche complexe qu'on gagne en maîtrise des bases

4^e portera sur le Petit Chose de Daudet (le ministère l'a déjà mise en ligne, si vous voulez faire réviser vos collégienEs préférés)...

L'apprentissage n'est pas cumulatif

Les études sociologiques et pédagogiques montrent que l'apprentissage n'est pas linéaire. Il ne faut pas maîtriser les fondamentaux (lire, écrire compter) pour pouvoir apprendre autre chose. Au contraire : c'est parfois devant une tâche complexe qu'on gagne en maîtrise des

bases. Sans compter que c'est par l'ouverture aux arts, à la technique et au monde que l'on devient un peu plus qu'une intelligence artificielle... Rien de nouveau ici, Élise et Célestin Freinet l'avaient théorisé et mis en pratique dès 1920. Un siècle plus tard, Gabriel Attal réinvente la roue carrée et continue à croire que les enseignantEs ne sont que des perroquets.

TOULOUSE-CASTRES Autoroute A69 : des trous, des arbres et de la détermination

Dès le 1^{er} septembre peu après minuit, les abattages d'arbres situés sur le tracé de l'éventuelle future autoroute ont repris. Du mépris des travailleurEs et de leurs droits, à l'occupation par la troupe de dizaines de communes sur tout le tracé pour protéger abatteuses et bulldozers, voilà où on en est.

Des drones, des vigiles, des hélicoptères, des patrouilles de gendarmerie partout, des procès pour un tag, des interdictions de territoire et des contrôles judiciaires. Les champs devenus des déserts de poussières et de terres, des trous et du béton à la place de la végétation pour construire les premiers « ouvrages d'art ». L'accaparement des terres et du vivant, c'est ça !



La mobilisation continue contre l'autoroute A69. NPA

Lutte contre la montre et l'abattage des arbres

Si l'autoritarisme et les travaux s'accroissent, ce n'est pas par hasard. Tout le monde joue contre le temps : la mobilisation pour stopper la destruction du vivant ; les constructeurs pour éviter d'être stoppés par décision de justice ou du fait de la perte de justification au regard de l'accélération de la catastrophe écologique. Les soutiens publics et politiques pro-projets sont en cela centraux comme Carole Delga, présidente de région, ou Clément Beaune, ministre chargé des Transports. Les obliger à ne plus apporter leur soutien à l'A69 serait une importante victoire tactique vers la victoire globale qui est toujours l'abandon de l'autoroute.

La mobilisation, en colère mais déterminée et joyeuse l'a bien compris. Depuis la rentrée, les rassemblements se multiplient des champs à la ville, en soutien notamment aux « écureuils » qui occupent les arbres afin d'éviter leur abattage. Mais aussi enclencher concrètement la campagne militante et populaire Une Autre Voie, imaginée par La Voie Est Libre, le collectif historique de lutte contre l'A69. Il s'agit de se mettre en mouvement sur tout le tracé pour porter une autre manière d'habiter en développant le vélo, les transports en commun, la vie de proximité, la production artisanale et d'améliorer la préservation de la biodiversité. Ce projet n'aurait pas lieu à côté de l'autoroute mais à la place ! Cette campagne est d'ores et déjà soutenue et menée par nombre d'organisations et collectifs, dont les NPA 81 et 31.

Grève de la faim

Parmi les militantEs, ce sont aussi huit camarades en grève de la faim, de 21 à 68 ans. Pour certainEs depuis le tout début du mois. Iels se mobilisent d'une manière qu'iels considèrent violente pour elles et eux mais sans alternative face aux bulldozers. Leur objectif est double : l'arrêt des travaux, en attente du recours judiciaire sur le fond et un débat public entre les collectifs en lutte, C. Delga et C. Beaune.

Rappelons enfin la grande date de mobilisation des 21 et 22 octobre contre l'autoroute et qui s'inscrit dans la saison automnale de la Déroute des Routes. Ce sera un moment décisif pour la suite de la lutte contre ce projet destructeur du vivant. Des milliers de personnes sont attendues. **Commission nationale écologique**

SANTÉ PUBLIQUE Alcool et cannabis : mauvaise foi ou « politique sanitaire » ?

Quand le gouvernement se félicite de sa politique en matière de répression des drogues, il oublie de mentionner qu'il annule deux campagnes de prévention des risques de l'alcool sous pression des lobbies...

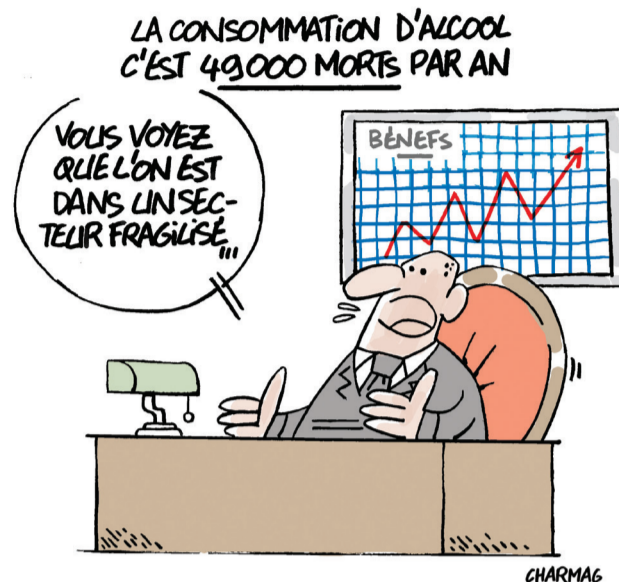
Dans un entretien publié par le *Parisien* le 14 septembre, Darmanin met la réduction de la consommation de cannabis chez les jeunes de 17 ans — constatée dans une récente enquête (*Escapad*, mars 2023) — au crédit de la politique de répression, contre les trafiquants et les consommateurEs. Il ajoute (pas une surprise !) qu'il est totalement opposé à sa légalisation, malgré l'avis du Conseil économique, social et environnemental (CESE, janvier 2023) et malgré des années de demandes en ce sens de la part des professionnelEs de l'addictologie. Il déclare que « partout où on l'a fait, on n'a fait qu'augmenter l'offre, sans freiner l'offre illicite ». Il prétend en revanche que « sa » police a fait reculer le deal : « plus de 1000 points de deal fermés... ».

La légalisation, c'est possible !

Un excellent panorama critique des politiques de légalisation dans le monde a été fait par l'Observatoire des drogues et des tendances addictives en mars 2023 : près de 60 pays ont légalisé l'usage médical et une vingtaine — et autant d'États des USA — ont légalisé l'usage « récréatif » et le commerce encadré. Pas d'effet magique : selon les pays et les conditions de mise en place du

commerce légal, le trafic a plus ou moins baissé mais n'a pas disparu. Il est en concurrence avec le commerce licite, et la partie n'est pas finie. Mais une chose est certaine : « une fois adoptées, ces réformes [semblent] considérées comme irréversibles, les débats portant désormais sur les ajustements nécessaires ». Donc, pas de miracle, mais pas de catastrophe. « Sortir du statu quo », comme le dit le titre du rapport du CESE, c'est possible. Au contraire, en France, la politique répressive en cours depuis cinquante ans a encore été aggravée avec l'amende forfaitaire délictuelle pour détention de

drogue (2016). Les forces de police ont désormais un pouvoir discrétionnaire en matière de répression de l'usage, et donc de criminalisation des quartiers populaires et des jeunes en particulier. L'aspect discriminatoire est si criant que la Défenseure des droits a recommandé, en mai dernier, de revenir sur cette législation ! Quant à la suppression des points de deal, c'est juste de la com' : quand on en supprime un, un autre s'ouvre ailleurs. On ne modifie pas les habitudes de consommation en déplaçant les points de vente. Mais Darmanin s'assure, et c'est ça l'objectif,



l'image d'une figure politique inflexible contre le crime...

Affichage répressif et inaction en matière de santé

Enfin, la baisse de la consommation de cannabis (comme des autres substances psychoactives, licites ou non) chez les jeunes est une bonne nouvelle, car le cannabis est tout sauf anodin à l'adolescence. Pourtant, *Escapad* montre aussi que les jeunes déscolarisés ou en apprentissage échappent à cette tendance et que la santé mentale des adolescentEs tend à se détériorer. Précarité, isolement lié à la pandémie... Il est clair que l'effondrement des dispositifs de soins en santé mentale ne fait qu'aggraver les difficultés pour ces jeunes.

Cette mauvaise foi de Darmanin fait écho à celle de Braun et de Macron : deux campagnes de prévention « alcool » de Santé publique France ont été bloquées ce printemps par Macron et/ou Braun sur pression de lobbies, malgré les 40 000 décès imputables à cette drogue licite chaque année en France et des coûts sanitaires bien supérieurs à ceux liés aux drogues illicites. Voilà l'essence de la pensée « sanitaire » de ce pouvoir en matière de santé publique et d'addictologie : affichage hypocrite, inaction sur le fond ! **Philippe Rossignol**

UN TOIT, C'EST UN DROIT Mobilisation le 30 septembre contre la hausse des loyers et des charges

Cette rentrée est difficile pour les locataires. Elle est, comme pour tout le monde, sous le signe de l'inflation : de l'ordre de 20 % pour les produits alimentaires. Le logement aussi est source de hausses des prix, moins visibles mais bien réelles, qui frappent en particulier les foyers modestes.

Le loyer, les charges locatives, qui prennent une part de plus en plus importante du pouvoir d'achat des ménages, connaissent eux-mêmes des hausses liées au prix de l'énergie. Fin 2021 le prix du gaz s'est envolé. Il a atteint des sommets en 2022. Aujourd'hui, même revenu à un niveau moindre, il reste plus élevé qu'en 2021 et va continuer à impacter les prix des charges et des loyers.

Les bailleurs appliquent la hausse maximale

Le gouvernement a été contraint de prendre des mesures en trompe-l'œil de « protection » des locataires. Il a fait voter à l'Assemblée nationale un plafond de 3,5% pour la hausse de l'IRL (l'indice de référence des loyers). Ce qui devrait être un maximum devient la norme pour les bailleurs et les propriétaires qui se calent sur ce chiffre pour appliquer leur hausse. Cela s'est déjà passé ainsi en 2023, et il faut s'attendre à ce qu'il en soit de même en 2024. Les bailleurs sociaux doivent décider à l'automne du niveau de la hausse des loyers qu'ils vont appliquer.

De plus, les boucliers tarifaires que le gouvernement a mis en place ne prennent en charge qu'une petite partie des hausses des charges (eau chaude, chauffage, entretien...). Ils sont compliqués à mettre en œuvre. Leurs calculs ont reporté la régularisation des charges 2022 à la fin de l'année 2023. À cela il faudra rajouter les provisions de charges appelées en 2024 sur

les factures 2023, et comme les prix ont été très changeants et franchement à la hausse, on peut être sûr qu'elles le seront aussi. La fin de l'année 2023 et le début de l'année 2024 vont donc concentrer un maximum de hausses dans le logement, public ou privé. Avec elles, c'est le retour des procédures judiciaires contre celles et ceux qui sont contraintEs de s'endetter, avec à la clé la cohorte des expulsions qui ne cesse de grossir. Le gouvernement a tout prévu. Il a fait adopter au printemps la loi Kasbarian-Bergé qui renforce la répression contre les squats ou les locataires endettés.

Se mobiliser tous ensemble le 30 septembre

Les locataires ne sont pas restés sans réaction ces deux dernières années. Rassemblements, manifestations se sont multipliés pour dire le refus de ces hausses, pour exiger le gel des charges et des loyers. Mais beaucoup de collectifs de locataires se sont constitués et mobilisés au vu de la quittance de loyer, en réaction, souvent de façon dispersée, chacun dans son coin, son quartier. Aujourd'hui on sait les hausses qui viennent, et pour peser sur le gouvernement et les bailleurs, ce serait bien de se mobiliser ensemble avant qu'elles ne s'appliquent.

C'est le pari du 30 septembre. À l'initiative du DAL, à l'appel de la Plateforme Logement, un texte, une affiche circulent, que chacun chacune peut reprendre à son compte, modifier,

diffuser, pour se mobiliser le même jour. Construisons ensemble la riposte des locataires. Il n'y a que ce langage-là que le gouvernement et les bailleurs peuvent comprendre. **JMB**



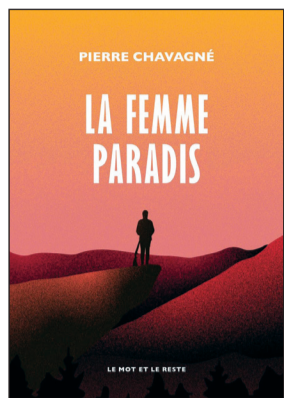
À lire sur le site

Entretien avec Thomas (IUT de Lille) sur la mobilisation des IUT contre les inégalités de revalorisation salariale

À Carhaix, 2008-2023 : même combat pour l'hôpital

À Clermont-Ferrand, le squat « le 5 Étoiles » accueillant des mineurs isolés expulsés

Culture



ROMAN *La femme paradisi*, de Pierre Chavagné

Éditions Le mot et le reste, 2023, 128 pages, 18 euros.

Encore un roman d'anticipation, plus intime, plus primitif. On ne sait si c'est le drame personnel ou l'effondrement d'une société, la pénurie, les émeutes qui l'ont fait fuir au fond des bois. Ici il n'est plus question d'argent, d'échange ou de politique. Il est question de survie et de solitude. Vivre à l'état sauvage en se contentant du minimum, s'endurcir, chasser, ne pas penser et surtout, surtout ne pas se lier à l'autre. Elle sait que retrouver un plaisir simple tel que la lecture la mèneront à sa perte. La laisseront en proie à l'autre et aux traumatismes qu'elle ne pourra supporter. « *Survivre à tout prix est harassant* ». Magnifique livre sur une

femme seule dans les bois, retirée du monde, retirée d'elle-même.

A. D



ROMAN *Le retour de Janvier*, de Charlotte Dordor

Éditions Julliard, 2023, 368 pages, 22 euros.

Très bon premier roman d'anticipation. Dans un avenir proche, dans un monde touché de plein fouet par la crise climatique, un pouvoir totalitaire et militaire, une résistance armée, Janvier cherche son chemin, inoffensif et lucide, de La Rochelle — touchée par la montée des eaux et les épidémies — au Cantal, jusqu'en Lozère, chez lui dans la ferme familiale. Un chemin peuplé de rencontres, d'entraides, de méfiance et de solitude durant lequel il luttera de toutes ses forces pour mettre de côté ses émotions et ses

sentiments. Comme si la survie dans le chaos tenait plus à la dureté de l'âme, à l'oubli de souvenirs fastes d'un monde fini qu'à la recherche de la subsistance. Au-delà de l'individualité, l'activisme ne serait-il pas en définitive l'expression d'un mépris de classe face à ceux qui survivent?

A. B



CD *Komedas*, de Joachim Kühn New Trio

Act, 2023, 17,90 euros.

Le pianiste allemand Joachim Kühn pratique depuis soixante ans avec succès tous les styles de jazz. Son dernier disque en groupe a été enregistré en concert à Berlin et est tout entier consacré au compositeur polonais Krzysztof Komeda. Il nous rappelle ainsi que, au moment de fuir sa RDA natale dans les années 1960, il avait déjà passé un temps en Pologne. C'est là qu'il rencontre Komeda qui enregistrerait *Astigmatic*, salué par certains comme le meilleur disque de jazz jamais réalisé dans le pays, avec une influence

internationale majeure. L'occasion pour beaucoup d'entre nous d'apprendre que, bien avant la chute du Mur, existaient en Pologne des artisans d'un jazz radical, fiévreux et sophistiqué. En effet, de jeunes musiciens — nulle femme repérée dans cette histoire — se sont attelés dès la fin de la guerre à pratiquer une musique très mal vue par des autorités sous influence stalinienne. Mais Komeda aura bien autre chose à faire que de préférer un impérialisme à un autre. Sa singularité mélodique, il la doit en partie à l'influence de la musique folklorique, et il s'imposera internationalement comme un défenseur pionnier du jazz européen face à l'hégémonie américaine. En 2011, son jeune compatriote Leszek Możdżer lui rendait déjà hommage sur le mode intimiste du piano solo¹. Possible que l'aîné allemand se soit dit qu'il était grand temps qu'il fasse lui aussi son Komeda, mais différemment. Une comparable inventivité dans la lecture amoureuse de cette musique, mais surtout une implacable énergie, une virtuosité tranquille de chaque interprète et un amusement audible à chaque note. L'Atom String Quartet n'est pas là pour ajouter une couleur « slave » au trio habituel piano-basse-batterie ; il est indissociable de l'écriture des

arrangements — pour le moins classiques — et de cette formidable vitalité collective. Chez nous, Krzysztof Komeda est presque exclusivement connu comme compositeur de nombreuses musiques de films, et ce grâce à sa très fructueuse collaboration avec Polanski de 1958 à 1968. Il meurt accidentellement en 1969, à 37 ans, peu après avoir livré le thème génial et tragique de *Rosemary's baby*. Aujourd'hui à nouveau revisitée, sans effet de manche, par Kühn et ses complices, cette valse triste s'échappe définitivement de l'histoire du cinéma pour n'être plus que musique pure. Osons le dire : une des plus belles.

Benjamin Croizy

1 — <https://leszekmoder.bandcamp.com/album/komeda>

ESSAI *Que faire ?*, de Ludvine Bantigny

Stratégies d'hier et d'aujourd'hui pour une vraie démocratie, Éditions 10/18, 2023, 112 pages, 6 euros.

Format court pour un ouvrage ambitieux ! *Que faire ?* se présente comme la mise en chantier de la stratégie que nous devons bâtir pour affronter le capital « ensauvagé »¹. Le titre est bien sûr un clin d'œil², mais il pose bien l'enjeu de la tâche qui nous attend. Nous ? Nous ! Car c'est bien de nous qu'il s'agit, nous qui sommes concernés par la construction collective d'une réponse politique aux crises



du 21^e siècle, nous qui devons prendre en compte à la fois les mouvements réels de notre camp social, les alternatives qui se dessinent sur le terrain, dans les ZAD et sur les ronds-points, et les écrits actuels revisitant les très anciennes préoccupations que sont, pour nous, l'État et le moment révolutionnaire.

1 — Voir *l'Ensaucement du capital*, Ludvine Bantigny, 2022

2 — Ouvrage de base du marxisme sur la question du Parti. *Que faire ?* Lénine

Librairie La Brèche
Événements militants, achats personnels ou cadeaux
► la librairie La Brèche, 27, rue Taine, Paris 12^e, M° Daumesnil
★ la-breche.com
01 49 28 52 44
contact@la-breche.com

Vie du NPA

FÊTE DE L'HUMA Au stand du NPA, la fête et la politique font le plein

La fête de l'Huma ça n'est clairement pas de tout repos ! ToutE militantE vous le dira... La pression folle et collective de faire marcher un stand, d'organiser les rencontres et les échanges politiques sur un long week-end de politique non-stop de contribuer à une fête massive, joyeuse et populaire. Et cette question : est-ce qu'on y arrivera cette année encore ? La réponse est clairement oui !

De longues heures, beaucoup de nuits courtes et bruyantes, parfois plus encore que les journées. C'est ça la fête ! C'est aussi tenir une table politique et discuter avec des centaines de personnes de tous horizons de la gauche très élargie, en plein soleil et sous les assauts d'une joyeuse et bruyante cacophonie. C'est couper des centaines de légumes, changer des fûts de bière, construire un bar en palettes récupérées, une estrade ou quoi que ce soit d'autre jugé nécessaire à rendre le stand le plus agréable possible pour y discuter lutte des classes, stratégie ou parti !

Joie militante, succès des débats

Pour nous au NPA, cette année encore, la fête a été marquée de nombreux moments de joie militante, d'échanges avec d'autres militantEs



PHOTOTHÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

et organisations. Le samedi, lors du mini-meeting se sont succédés à la tribune notre porte-parole Christine Poupin, mais aussi les Jeunesses Anticapitalistes (JA), Salah Hamouri, la Coordination nationale contre

les violences policières et les Soulèvements de la Terre (SDT). Le succès était là aussi pour les présentations de livres avec la présence de Pauline Perrenot, Béatrice Walylo et Philippe Poutou, et Olivier

Besancenot pour son livre sur le Chili de 1973. Beaucoup de monde sur le stand pour ces échanges et même jusque dans l'allée. Les ventes de la librairie la Brèche, présente sur le stand, témoignent de l'intérêt du public pour l'histoire de ce coup d'État mais plus largement pour l'ensemble des débats politiques. Beaucoup de personnes sont d'ailleurs venues ensuite leur parler et nous manifester leur soutien. L'intervention d'Olivier a été particulièrement touchante, notamment autour du récit d'Helena, notre camarade chilienne décédée en janvier 2022, et a été porteuse d'espoir pour la suite, grâce aux leçons à actualiser pour les luttes en cours et à venir.

Écologie, radicalité, antiracisme et Beyoncé

Le stand était plein de jeunes le dimanche pour le débat entre les JA

et les SDT, au cœur des questions générationnelles que soulèvent les mobilisations écologistes de ces dernières années et leur rapport à la radicalité des modes d'action. Une longue ovation est venue conclure cet échange vif et riche.

C'est également un énorme succès pour notre matériel, en particulier pour notre nouvelle affiche dont le slogan « Trop couvertes ou pas assez » est malheureusement trop d'actualité. Enfin nous saluons le succès désormais classique des DJs sets de nos soirées « Marx, Engels, Lénine et Beyoncé » animées par Tata 2 gauche, Fag Plastic et Elo Rage, parce qu'après tout, il faut pouvoir danser à notre révolution ! 430 000 participantEs annoncées à la fête de l'Huma, c'est un succès politique très important. Cette année encore le NPA et ses militantEs ressortent de cette fête satisfaitEs et convaincuEs que face aux crises qui s'aggravent — politique, écologique, sociale, démocratique — cette parenthèse est un moment de respiration politique, que la voix politique et les pratiques que le NPA et ses porte-parole portent et représentent au sein de cette fête unique y sont non seulement nécessaires mais aussi appréciées. Déjà prêtEs pour l'année prochaine !

Almani Duplessis

23 SEPTEMBRE « Réunir pour contrer les avancées réactionnaires, racistes, liberticides et fascistes de ce gouvernement »

Entretien. Militant de l'antiracisme politique, **Omar Slaouti** (photo) fait partie du comité Vérité et justice pour Ali Ziri à Argenteuil (95). Il est un des animateurs de la Coordination nationale contre les violences policières et, à ce titre, une des chevilles ouvrières du cadre qui organise les manifestations de ce samedi contre les violences policières et le racisme systémique et pour les libertés publiques.

Quels sont selon toi les enjeux de la réussite des manifestations de ce samedi ?

Nous traversons une séquence politique qualitativement différente. Si on estime qu'il y a une fascisation de la société, il faut comprendre que celle-ci avance par palier. Après la dissolution d'organisations telles que le CCIF, la plus grosse association antiraciste en adhérentes de France ou la Coordination contre le racisme et l'islamophobie (CRI), après le vote de la loi « séparation » avec toujours dans le collimateur les musulmanes et leurs structures d'organisation, il faut bien comprendre que c'est le mouvement social que ce gouvernement veut tétaniser. Le gouvernement libéral sur le plan économique détruit toutes les libertés publiques, criminalise les mouvements sociaux (récemment les Soulèvements de la Terre et les mouvements écolos) et menace de couper les subventions à la LDH. Nous étions bien seuls dans la lutte quand l'islamophobie était le seul laboratoire de la répression. Aujourd'hui, l'ensemble du spectre syndical, associatif, politique est visé. Il est temps de nous retrouver tous et toutes dans la lutte contre cette fascisation.

Il aura fallu le meurtre de Nahel, les révoltes dans les quartiers pour qu'émerge une réaction commune qui rassemble aujourd'hui plus de 110 organisations. Notre boussole, pour nous, comités contre les violences policières, c'est la dénonciation du racisme structurel de la police qui se poursuit, et qui s'est peut-être même accentué depuis les sorties factieuses de certains syndicats policiers de droite extrême, voire d'extrême droite, qui montraient du doigt ceux qu'ils nommaient « les nuisibles ». Il y a une volonté très forte de la police d'en découdre encore plus avec les quartiers populaires, c'est-à-dire concrètement de tuer en toute impunité davantage de Noirs, de Gens du voyage et d'Arabes. Si pour les comités de quartiers populaires, le racisme policier est une évidence palpable, ce n'est pas le cas pour l'ensemble du mouvement social. L'assassinat de Nahel a été hélas une démonstration patente de ce qu'est le racisme systémique au travers d'une institution. La révolte des jeunes qui a suivi est la dénonciation politique exemplaire de cette institution, la plus raciste de ce pays. Pour cela, il faut exiger la relaxe de tous ces jeunes.

La mobilisation du 23 septembre est donc un enjeu extrêmement important et un test pour savoir si notre cadre unitaire exceptionnel peut tenir. Exceptionnel puisqu'il réunit à la fois des syndicats et des partis politiques, élargis aux associations et aux collectifs, en



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

particulier aux comités contre les violences policières qui y sont pleinement engagés.

Cette rentrée a été marquée l'offensive islamophobe du gouvernement autour de la question de l'abaya. Malgré un bon appel unitaire qui positionne « contre le racisme systémique », la discussion sur cette question reste difficile avec plusieurs organisations du mouvement social...

L'un des trois axes du 23 est bien la lutte contre le racisme systémique, c'est-à-dire un rapport social de domination qui fait système et qui existe dans tout système. Cela veut donc dire qu'il est distillé par les appareils de l'État, dans les institutions que l'on connaît bien, à droite et à l'extrême droite, mais y compris dans des secteurs de gauche. Ce racisme doit aussi être combattu au sein des organisations militantes, y compris quand elles sont de gauche. Lorsque le gouvernement a fait sa sortie islamophobe sur l'abaya, on a pu constater que certaines formations de gauche — on peut sans problème citer le Parti communiste de par sa direction, le PS, ou certaines instances syndicales, et c'est regrettable, comme la FSU — se sont exprimées en banalisant les propos de Macron et du ministre de l'Éducation nationale, ou ont préféré ne pas aborder le sujet pour ne pas se mettre à dos une partie de leur base rongée par l'islamophobie. La grille de lecture qui voudrait faire passer l'islamophobie pour une diversion ou un moyen de nous diviser est une vision trompeuse, réductrice et fautive de ce qu'est le racisme. Celui-ci est d'abord un rapport social de domination qui structure la société. Certains préfèrent donc ne pas aborder le sujet, y compris dans le cadre unitaire d'organisation du 23. Pour nous, c'est extrêmement grave parce que la responsabilité des directions, c'est justement de donner des boussoles politiques, quitte à se défaire de certains militants.

Après ces bégaiements d'une partie de la gauche sur l'islamophobie d'État, les comités de quartier avec la Coordination nationale contre les violences policières ont décidé de

poursuivre la lutte au sein de ce cadre unitaire mais avec leur carte de visite : l'égalité, toute l'égalité, et donc de dénoncer toutes formes de racisme, dont en l'occurrence l'islamophobie d'État qui dégouline en la période.

Après le meurtre de Nahel, les familles de différentes victimes ont impulsé une coordination nationale contre les violences policières. Peux-tu nous dire en quoi cela marque un pas en avant dans l'organisation des premières et premiers concernés ?

La lutte contre les violences policières n'est pas nouvelle. On se mobilise depuis au moins quarante ans, depuis la Marche pour l'égalité. Des comités, il y en a eu plusieurs, et il y en a encore plusieurs. Comme pour toutes les luttes, il y a parfois des approches tactiques différentes qui nous ont conduit hélas à cultiver plus les divisions que les rassemblements... Dans cette période de fascisation, on a de temps en temps intérêt à se retrouver pour frapper ensemble. L'idée d'une coordination de l'ensemble des comités contre les violences policières, quelles que soient les histoires des unes et des autres, nous semblait importante : cela ne veut pas dire travailler tout le temps ensemble, partager exactement les mêmes analyses ou les mêmes orientations stratégiques, mais se coordonner de temps en temps.

Dans ce cadre-là, nous avons décidé de lancer cette coordination nationale qui regroupe plusieurs dizaines de comités contre les violences policières, et qui sera présente le 23 pour mettre en avant des revendications en commun. Précisons que chaque comité doit avoir ses propres revendications, sa propre légitimité, son autonomie. C'est un exercice qui n'est pas simple : il existe des sensibilités différentes, il y a parfois eu des « affrontements » entre certains comités... Mais il faut reconnaître qu'aujourd'hui l'État nous frappe tous et toutes très fort, et qu'il nous a toutes et tous dans le collimateur. On a donc intérêt à se réunir dans le cadre de cette coordination pour pouvoir discuter pratiquement de projets et de luttes en commun.

Après la journée de samedi, comment vois-tu les suites de ce cadre unitaire inédit ?

Après le 23, il y a le 24... Ça veut dire qu'on ne pourra pas rentrer chez nous comme si rien ne s'était passé. Cette mobilisation est un test. Elle doit servir à dessiner des perspectives d'un front de lutte face à ce gouvernement : à la fois contre son volet néolibéral — la justice et l'égalité sociale au sens de la répartition des richesses — mais aussi

Si pour les comités de quartiers populaires, le racisme policier est une évidence palpable, ce n'est pas le cas pour l'ensemble du mouvement social

pour l'égalité des droits. Dans l'échéancier politique, il y a la loi Darmanin qui consiste à chasser les sans-papiers toujours plus loin, pour qu'ils meurent dans l'invisibilité la plus totale, très loin des frontières de la France, de Schengen, avec Frontex comme police pour veiller à tout ça. Continuer ce combat dans ce cadre unitaire est très important, tout comme pouvoir contrer ces politiques répressives à l'endroit des sans-papiers, dans les quartiers populaires, et à l'endroit du mouvement social. Parce que ça va s'accélérer : le néolibéralisme, le capitalisme aujourd'hui, ne peut pas avancer davantage dans les inégalités de richesse sans frapper encore plus fort sur celles et ceux qui sont tout en bas de l'échelle sociale. Ça fait partie de sa logique d'ensemble. Il y a donc nécessité, face à cette recrudescence de la force de l'État et de son bras armé, de continuer le combat, en nous armant de notre unité.

Propos recueillis par Manu Bichindaritz

Suis-nous

<https://linktr.ee/lanticapitaliste>

[lanticapitaliste.org](https://www.lanticapitaliste.org)
[NPALanticapitaliste](https://www.youtube.com/channel/UC...)
[L.anticapitaliste](https://www.instagram.com/lanticapitaliste)
[Lanticapitalist](https://www.facebook.com/anticapitaliste.presse)
[anticapitaliste.presse](https://www.facebook.com/anticapitaliste.presse)
[lanticapitaliste](https://www.facebook.com/lanticapitaliste)



Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

12 € = 3 mois d'hebdo

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Abonne-toi



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois L'Anticapitaliste chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : redaction@npa2009.org



Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ? Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à : diffusion.presse@npa2009.org

L'image de la semaine

